



Retenue en Iran, la journaliste Mehrnoushe Solouki bientôt jugée

Par **Mehrnoushe Solouki** (Journaliste) 14H15 04/11/2007

Depuis le 17 février, Mehrnoushe Solouki, documentariste franco-iranienne, est retenue à Téhéran. Son procès se tiendra à huis-clos le 17 novembre. Elle lance un appel pour recouvrer sa liberté et pouvoir enfin quitter l'Iran. Arrivée trois mois auparavant pour réaliser un film sur la vague de répression d'août 1988, Mehrnoushe Solouki a passé un mois en prison, avant de rejoindre l'ambassade de France.

"Bonjour mes chers amis,

"J'ai quitté l'ambassade de France à Téhéran. Je tiens donc à remercier tous ceux et celles qui m'y ont accueillie et qui m'ont accordé leur aide et soutien. J'ai été à même de constater que les Français sont des gens ouverts et accueillants, comme le sont les Iraniens. A l'ambassade, j'étais libre et protégée comme si j'avais été en France; sans supervision, je pouvais téléphoner à ma famille et à mes amis en Iran, en France ou au Canada.

"Pourtant, j'ai quitté l'ambassade parce que je ne crois plus aux négociations et aux concessions faites en coulisse pour convaincre et faire bouger des autorités qui violent les droits de la personne et les lois de leur propre pays.

"Il n'est plus possible de leur faire confiance, après huit mois d'instruction et un dossier qui compte désormais 400 pages, mais qui a accouché d'une souris en ce qui concerne l'accusation retenue contre moi: 'tentative de faire un film de propagande'.

"En dépit de toutes les promesses faites, le travail d'enquête des autorités iraniennes à mon sujet n'a qu'un but, retenir une cinéaste qui a la double nationalité, dans mon cas, française et iranienne, pour faire peur aux autres.

"Je suis cinéaste, mais je ne suis pas du pays: je suis 'dangereuse'"

"Les fonctionnaires iraniens qui ont mon dossier en main appartiennent à l'organisme gouvernemental qui est responsable de la mort de la photjournaliste irano-canadienne Zahra Kazemi, coupable à leurs yeux de lèse-vérité.

"Moi aussi, je suis coupable d'un délit d'intention; mon intention était de faire un film sur les événements de 1988. Comme ce film n'avait pas encore été monté, le matériel saisi ne peut donc donner aucune indication sur l'intention de son auteure. Mais, quand on a la double nationalité, l'intention, même présumée, est toujours odieuse à ces gens-là.

"Que des réalisateurs iraniens qui n'ont que la nationalité iranienne tournent des films critiques du régime est acceptable. Les organismes officiels iraniens leur versent même des subventions, car ils sont 'des leurs'. Moi, je ne suis pas du pays; je suis donc 'dangereuse'.

"En France, arrête-t-on une cinéaste parce qu'elle veut tourner des images à des fins personnelles pour un projet artistique indépendant? Cette année encore, les cinéastes iraniens, qu'ils soient inféodés au régime ou non, n'ont-ils pas été accueillis en France à l'occasion de festivals de cinéma où on leur a déroulé le tapis rouge?

"Les autorités iraniennes poursuivent en fait une seule stratégie: faire pourrir la situation. Elles ont aussi violé leur propre loi, puisque celle-ci stipule que "on ne peut garder une personne en Iran au-delà de six mois".

"Selon la loi iranienne, je devrais être libre de quitter le territoire"

"Dans mon cas, l'ordre d'interdiction de sortie est expiré. Selon mon avocat, je suis juridiquement libre de quitter l'Iran. Mais les fonctionnaires qui ont mon dossier en main disent qu'il leur faut l'aval de leur supérieur, le vice-procureur de Téhéran.

"Quand mon avocat s'adresse à celui-ci, il répond qu'il n'a plus mon dossier en main et qu'il faut s'adresser au juge. Quand mon avocat s'adresse au juge, celui-ci répond que comme ce n'est pas lui qui a signé l'interdiction de sortie, ce n'est pas à lui de lever cette interdiction. Pourquoi le bureau du passeport des services de police des frontières ne lève-t-il pas l'interdiction de sortie qui m'a frappée de ses fichiers informatiques, alors que la période d'interdiction a expiré?

"On m'intente un procès qui aura lieu le 17 novembre et qui se tiendra à huis clos sans que mon père lui-même puisse y assister.

"Quand il s'agit de liberté d'expression d'un individu, je ne veux plus de négociations dans les coulisses. On ne doit plus l'évoquer à la fin d'une discussion qui touche au nucléaire, car le droit d'expression est toute autre question, indépendante de négociations ou de discussions. Il faut en parler devant des témoins.

"Or mon film a été confisqué, mes cassettes et toutes mes images ont été saisies, et moi je dois faire face à une accusation "de vouloir réaliser un film à des fins de propagande". Le procès que les autorités veulent m'intenter est basé sur une hypothèse extrapolée des aveux écrits d'une personne, d'une malheureuse qui, pour se sauver de la prison, a déclaré que je lui avais dit que, pour ce film, j'avais reçu une subvention d'une Commission des droits de l'homme au Canada.

"Nicolas Sarkozy avait promis de défendre les femmes et la liberté de la presse"

"L'heure de vérité a donc sonné pour moi.

"Le silence diplomatique... Quelques mois avant d'être élu, le président Nicolas Sarkozy déclarait publiquement: "Je veux être le président de la France des droits de l'homme. Chaque fois qu'une femme est martyrisée dans le monde, la France doit se porter à ses côtés." Il poursuivait par ces mots: "Je n'accepte pas la répression contre les journalistes que l'on veut bâillonner. Le silence est complice. Je ne veux être le complice d'aucune dictature à travers le monde."

"Je me souviens fort bien de l'avoir entendu prononcer ces paroles lors d'une allocution en pleine campagne électorale. A peu près au même moment, moi, j'étais convoquée par le ministère des Renseignements, celui-là même qui avait confisqué mon passeport français, pour y être soumise à des chantages.

"Je suis du même avis que M. Sarkozy, il ne faut pas se rendre complice d'une dictature par le silence, surtout quand il s'agit de défendre la liberté d'expression. Mais je suppose que c'était trop attendre de ma part que de croire qu'une fois élu, le président Sarkozy tiendrait parole.

"En juin, le ministère des Affaires étrangères de France a demandé officiellement aux autorités iraniennes que je puisse circuler librement, en vertu de la convention de Genève qui garantit la liberté de mouvement. Bien que les autorités iraniennes n'aient pas tenu leurs promesses depuis, confirmant ainsi leur refus de respecter les droits de la personne, la France n'a pas manifesté publiquement son mécontentement.

"Je sais aussi que les représentants de la France ont évoqué mon cas lors de différentes rencontres politiques, entre autres lors de la récente rencontre à New York de Bernard Kouchner avec le ministre des Affaires étrangères d'Iran. Je constate que la France continue après tous ces mois à chercher un arrangement diplomatique en douce, mais refuse de soulever publiquement la question de la violation des droits de la personne par le régime iranien.

"L'Iran ne tiendra aucun compte des négociations en coulisse"

"Je sais par ailleurs pertinemment que les Autorités iraniennes ont la certitude que la France ne soulèvera pas publiquement cette question, et qu'elles ne tiennent aucun compte des représentations diplomatiques faites derrière des portes closes.

"Je me rappelle très bien ce que m'a dit dans une conversation téléphonique il y a quelques mois un officier de renseignements iranien: "Les Français se sont engagés à ne pas s'en mêler, les discussions en coulisse, nous, on s'en fiche". Si, au lieu de se contenter de faire des pressions diplomatiques discrètes auprès des autorités iraniennes, la France avait manifesté publiquement son mécontentement au sujet du fait qu'elles violaient les droits de la personne en me retenant en Iran sans fondement, je ne serais probablement plus détenue ici.

"Je veux quitter l'Iran, retrouver ma vie, ma sécurité physique et morale et reprendre mes activités professionnelles. Ce n'est plus l'heure de négocier et de faire des concessions loin du regard du public, mais de proclamer la vérité haute et forte."

► Le [site](#) des soutiens de Mehrnoushe Solouki.

► Lire aussi: [Une journaliste française est toujours retenue en Iran](#)

► Lire aussi: ["Pourquoi je suis retenue en Iran depuis huit mois", par Mehrnoushe Solouki.](#)

DIPLMATIE IRAN KOUCHNER MEHRNOUSHE SOLOUKI